

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

DU 4 OCTOBRE 2024

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-QUATRE, LE QUATRE OCTOBRE,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°38 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BOURGET DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LES LOTS DES NUMEROS 11 ET 24 DU BIEN SIS 129 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC AU BOURGET CADASTRE SECTION B N°62**

Le Président,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération n° 32 du conseil de territoire en date du 10 avril 2017 instituant le droit de préemption urbain simple et renforcé sur la commune du Bourget et délégation partielle d'exercice au profit de la commune du Bourget,  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,  
**Vu** la délibération n°54 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Bourget de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la ville du Bourget et l'EPT en date du 30 décembre 2019,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Véronique SCOGNAMILLO, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 2 août 2024 en mairie du Bourget et portant le numéro d'enregistrement 09301324A0121, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de madame Françoise SEGUI de céder les lots des numéros 11 et 24, de son bien situé au Bourget, 129 avenue de la Division Leclerc, cadastré au Bourget, section B n°62, occupé par des locataires comme indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée, moyennant le prix de CENT MILLE EUROS (100 000 €),

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Bourget,

**Considérant** que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Bourget, l'EPT et l'EPFIF en date du 30 décembre 2019 et répond aux objectifs d'intervention de la commune du Bourget,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Bourget l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

- Article 1 **De déléguer** à la commune du Bourget l'exercice du droit de préemption urbain pour les lots des numéros 11 et 24 du bien situé au Bourget, 129 avenue de la Division Leclerc, cadastré au Bourget, section B n°62, tel que décrit dans la DIA susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.
- Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
  - Monsieur le Maire de la commune du Bourget,
- La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 3 **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Bourget les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.
- Article 4 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour extrait conforme



Le Président  
**Bruno ESCOFFIER**  
Accusé de réception en préfecture  
N°58097-20241004-38-04-10-2024-AU  
Date de réception : 07/10/2024  
Date de dépôt en préfecture : 07/10/2024